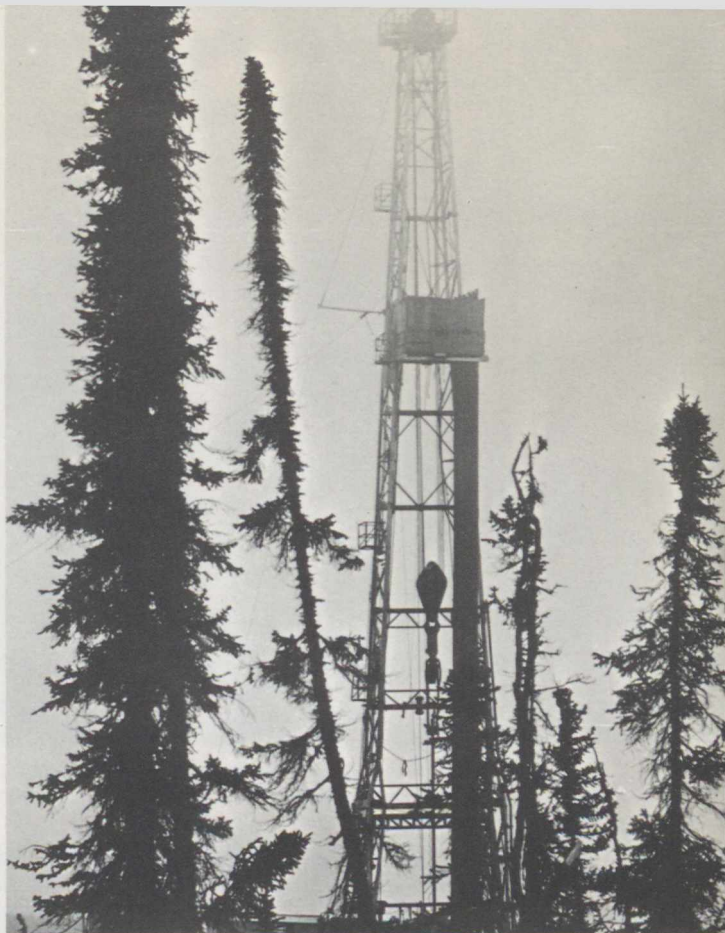


Face à la hausse des prix mondiaux

Le Canada cherche à assurer son autonomie pétrolière



La situation très particulière du Canada sur le plan de l'énergie n'apparaît nulle part avec plus de clarté que dans le domaine du pétrole. Le pays produit beaucoup d'hydrocarbures, puisqu'il occupe le neuvième rang des producteurs mondiaux. Il en consomme autant que peut en consommer un pays très industrialisé et il en importe presque autant qu'il en exporte. La géographie et l'histoire récente expliquent cette situation paradoxale au premier abord.

Les champs pétrolières canadiens sont situés presque tous dans l'ouest du pays. En 1970, par exemple, les quatre provinces de l'ouest (Manitoba, Saskatchewan, Alberta, Colombie-Britannique) ont livré la quasi totalité des 455 millions de barils qui ont été extraits du sol canadien. L'Alberta, à elle seule, en a produit près des trois quarts (331 millions de barils). En dehors de ces quatre provinces, on ne peut citer que l'Ontario (1 million de barils), les Territoires du nord-ouest (880.000 barils) et, pour mémoire, le Nouveau-Brunswick (10.000 barils). Quatre des cinq provinces de l'est (Québec, Ile-du-Prince-Edouard, Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve) ne sont pas productrices.

Jointe à l'énormité des distances (3500 kilomètres séparent Edmonton, capitale de l'Alberta, de Montréal), cette répartition des ressources naturelles a conduit à diviser le pays en deux grandes zones pétrolières. Dès 1961, il fut convenu que le pétrole brut de l'ouest canadien servirait à alimenter les cinq provinces situées à l'ouest de l'Outaouais, affluent du Saint-Laurent qui forme frontière entre l'Ontario et le Québec, et que les cinq provinces de l'est, proches de l'Atlantique, continueraient de s'approvisionner sur le marché mondial. C'est ainsi qu'un oléoduc, dit interprovincial bien que son tracé emprunte le territoire des États-Unis pour contourner les Grands lacs, achemine le pétrole brut de l'Alberta jusqu'aux raffineries de Sarnia, et que les provinces orientales, en particulier le Québec, reçoivent le leur du Venezuela et du Proche-Orient (1). En raison des prix du pétrole canadien, proches des prix assez élevés du pétrole américain, les provinces de l'est ont bénéficié longtemps de la modicité des prix du marché mondial et du transport par navires pétroliers. Lorsque le pétrole canadien se vendait 4,41 dollars le baril à Toronto, à l'extrémité

de l'oléoduc, le pétrole importé valait 3,75 dollars à Montréal, soit environ 15 p. 100 de moins. On comprend que le niveau des prix ait commandé jusqu'ici toute l'organisation du marché pétrolier : le Canada produit dans l'ouest 2,2 millions de barils par jour, il en utilise la moitié dans les provinces situées à l'ouest du Québec, vend l'autre moitié aux États-Unis et en importe autant pour les besoins de ses provinces de l'est.

Telle était du moins la situation jusqu'à la fin de l'année dernière, époque à laquelle l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole a appliqué une politique de restriction des livraisons et où il fut clair en tout cas que les pays industrialisés allaient entrer dans l'ère du pétrole cher. Le souci de la sécurité des approvisionnements et l'importance de la hausse des prix mondiaux concouraient à inspirer au gouvernement canadien un remaniement profond de sa politique visant à faire cesser le paradoxe que constitue la situation d'un pays qui pourrait

1. Le Venezuela procure au Canada près des deux tiers de ses importations. Les autres fournisseurs principaux sont l'Iran, le Nigeria, l'Arabie saoudite, l'Irak, la Colombie.